

Aide-toi, toi-même

ÉCRIT PAR PIERRE-EDOUARD PICORD

1 novembre 2019

La Guadeloupe a accueilli du 23 au 26 octobre la conférence internationale sur les sargasses. Plusieurs pays de la Caraïbe et d'Amérique du Sud confrontés à ce phénomène d'échouage massif d'algues brunes sur leurs côtes ont participé à cette conférence. Le choix de privilégier la coopération internationale sur un sujet qui concerne tous les pays de cette région du monde, ne peut qu'être salué. Édouard Philippe, Premier ministre a confirmé. La France s'inscrit dans ce schéma. La Guadeloupe est au cœur du dispositif. La démarche est longue. La contrepartie annoncée : trouver des solutions pérennes et efficaces. Dont acte. Sauf qu'en attendant le remède définitif, il faut affronter la situation actuelle. Pour faire court, par temps d'échouages massifs, sargasse égale pollution, odeurs nauséabondes, empoisonnement possible des riverains, détérioration des appareils électroménagers et des circuits électriques, dépréciation de la valeur touristique du territoire et dépenses exorbitantes pour des communes déjà à l'os. Interrogé à Anse-Bertrand, Édouard Philippe a confirmé que la lutte contre les sargasses passe davantage par une coopération internationale que par une succession de plans nationaux. L'État viendra à la rescousse... *"si l'échouage des sargasses atteint des intensités exceptionnelles"*, parce qu'il sait *"les budgets des communes tendus"*. La solution la plus efficace serait pourtant l'interception au large des sargasses. De sorte que les quantités échouées sur les côtes soient minimales. Ce serait la suite logique de l'opération détection par satellites, un domaine où la France est aux premières loges. Sinon à quoi sert la prévision des algues brunes s'il s'agit sans plus de les attendre ? Le Mexique a affecté des bateaux à cette tâche. Oui mais voilà, en pleine mer les sargasses ne sont pas des déchets. Partant, les communes ne sont pas compétentes pour aller les y cueillir. À ce niveau, c'est l'État qui agit. Cette solution allégerait le fardeau des localités. Elles traiteraient un volume plus faible de sargasses. L'État n'aurait plus à venir à leur secours pour cause d'intensité exceptionnelle d'échouages. Cette option n'est ni la volonté ni le choix de l'État. C'est son droit. Cette posture du aide-toi toi-

même et toujours, est depuis l'avènement d'Emmanuel Macron clairement affichée. La France n'entend plus jouer les mères nourricières dans les tropiques. Il serait temps qu'en Guadeloupe cela soit compris.